

## État des relations entre l'Union européenne et les États-Unis

Plus d'un an et demi après l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, les relations transatlantiques continuent de s'adapter aux nouvelles réalités découlant de la politique étrangère «America First». Celle-ci a des répercussions dans plusieurs domaines, notamment le climat, la défense, les sanctions et la coopération au sein des institutions multilatérales. Les relations commerciales entre l'Union européenne et les États-Unis se sont considérablement détériorées. Toutefois, à la suite d'une visite du président de la Commission, Jean-Claude Juncker, aux États-Unis en juillet, de nouvelles négociations commerciales bilatérales sont en préparation. Lors de sa période de session de septembre, le Parlement européen devrait débattre d'un rapport d'initiative consacré à ces questions.

### Contexte

Historiquement, les États-Unis ont toujours été le plus proche allié de l'Union, les deux entités partageant des valeurs et des intérêts communs, ainsi qu'une même conception du monde guidant les relations bilatérales et les actions conjointes. Cependant, à la suite de l'élection du président Donald Trump, des divergences dans plusieurs domaines ont suscité des [doutes](#) quant à la pérennité des relations transatlantiques. L'application de la politique étrangère [America First](#) a conduit les États-Unis à critiquer plusieurs initiatives multilatérales et à s'en retirer, ainsi qu'à revoir leurs relations avec leurs alliés traditionnels, dont l'Union européenne. Parmi les principaux sujets de dissension dans les relations bilatérales figurent l'accord sur le nucléaire iranien, le commerce, le partage des charges au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et des perceptions divergentes de l'ordre multilatéral. En juin 2018, après un retard déconcertant, la désignation de Gordon Sondland au poste d'ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union a finalement été [entérinée](#).

### Relations commerciales

#### Des relations commerciales transatlantiques mises à mal

Les relations commerciales entre l'Union et les États-Unis, qui constituent la plus grande relation économique au monde (1 000 milliards de dollars de commerce bilatéral), sont tendues depuis que le président Trump a pris ses fonctions. Du point de vue de l'Union, au moins quatre facteurs ont accru les tensions entre les partenaires commerciaux traditionnellement proches, à savoir:

- les décisions prises par les États-Unis au printemps 2018 d'[imposer](#) des droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium sous prétexte de la sécurité nationale, et le [refus](#) d'accorder à l'Union une dérogation permanente;
- le [blocage](#) permanent par les États-Unis des nouvelles nominations à l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui menace de paralyser le système de règlement des différends de l'OMC;
- l'imposition de droits antidumping et compensateurs sur les importations d'olives mûres espagnoles en 2018, qui pourrait avoir des conséquences plus larges sur la politique agricole commune de l'Union;
- les menaces américaines d'imposer des droits de douane sur les importations de voitures et de pièces détachées de l'Union avant les élections de mi-mandat.

Dans le même temps, l'Union et les États-Unis ont (avec le Japon) régulièrement abordé des problèmes commerciaux communs.

#### L'accord Juncker-Trump de juillet 2018: vers une désescalade?

Le 25 juillet 2018, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a conclu un [accord](#) avec le président Trump afin d'éviter une nouvelle escalade. Ils sont convenus, entre autres, d'œuvrer à la suppression des droits de douane, des barrières non tarifaires et des subventions pour les biens industriels non automobiles. La Commission a également indiqué qu'elle souhaitait favoriser la hausse des importations de gaz naturel liquéfié en provenance des États-Unis dans l'Union et renforcer les échanges dans plusieurs autres domaines, dont les [graines de soja](#). Les deux parties sont aussi convenues de ne pas aller à l'encontre de l'esprit de leur accord au cours des négociations; le président Trump s'est engagé à ne pas imposer de nouveaux droits de douane sur les voitures tant que des avancées sont réalisées (bien qu'il ait [affirmé](#) le contraire en août) et à réexaminer les mesures américaines appliquées à l'acier et à l'aluminium. Enfin, les parties sont convenues d'œuvrer à la réforme de l'OMC, de lutter contre les pratiques commerciales déloyales et d'engager un dialogue sur les normes. Un groupe de travail a été constitué pour préparer les négociations relatives à un éventuel accord commercial.

### Sécurité et défense

L'angle d'approche adopté par l'administration Trump face à plusieurs problèmes de sécurité internationaux présente des différences marquées par rapport à celui de l'Union et va à rebours des démarches communes suivies dans le cadre d'administrations précédentes.

### Accord sur le nucléaire iranien

En juillet 2015, l'Iran et le groupe E3/UE+3 (France, Allemagne, Royaume-Uni et Union + Chine, Russie et États-Unis) ont signé le [plan d'action global commun](#) visant à garantir le caractère pacifique du programme nucléaire iranien en échange de la levée des mesures restrictives prises à l'encontre de l'Iran. En mai 2018, le président Trump a annoncé que les États-Unis quitteraient l'accord et (ré)imposeraient des sanctions envers l'Iran. Ces [sanctions](#) empêchent les entreprises américaines d'exercer des activités en Iran et interdisent aux entreprises étrangères (y compris celles de l'Union) qui entretiennent des relations d'affaires avec l'Iran de recourir au système bancaire et financier américain, au risque de se voir infliger de lourdes amendes. En réponse, la Commission a mis à jour la «[loi de blocage](#)», qui ouvre aux opérateurs de l'Union le droit d'être indemnisés de tout dommage découlant des sanctions extraterritoriales imposées par les États-Unis et annule les effets dans l'Union de toute décision de justice étrangère fondée sur ces sanctions. L'idée d'un [outil de financement indépendant](#) a été évoquée dans l'intervalle. Au Moyen-Orient, outre l'Iran, une autre pomme de discorde a été la décision prise par le président Trump en 2017 de reconnaître Jérusalem en tant que capitale d'Israël. Dans une déclaration publiée le 14 mai 2018, la haute représentante/vice-présidente Federica Mogherini a [rappelé](#) l'engagement de l'Union en faveur d'une «solution fondée sur la coexistence de deux États délimités par les frontières du 4 juin 1967 et ayant chacun Jérusalem pour capitale».

### OTAN

Depuis l'élection de Donald Trump, les tensions au sujet de l'OTAN, et notamment sur la question des dépenses de défense, se sont accrues entre les États-Unis et les États membres de l'Union membres de l'OTAN. Les États-Unis ont toujours insisté pour que les alliés au sein de l'OTAN consacrent plus de moyens à la défense et honorent leur engagement de consacrer 2 % de leur PIB à la défense d'ici 2024. Toutefois, sous la présidence de Donald Trump, le ton des échanges est plus conflictuel. Certains dirigeants de l'Union ont [contesté](#) les demandes insistantes des États-Unis de hausses radicales des dépenses en matière de défense, arguant que l'approche de l'Union en matière de sécurité présente de multiples facettes, étant donné qu'elle englobe des ressources destinées à l'aide et au développement. Le débat est devenu [houleux](#) au cours du [sommet de l'OTAN de juillet 2018](#). Dans le même temps, l'administration Trump a [renforcé](#) son engagement en matière de défense en Europe par des exercices militaires, une présence avancée et le «[prépositionnement](#)» d'équipements militaires en Europe centrale et orientale. Dans le domaine de la sécurité au sens plus large, la coopération entre l'Union et les États-Unis s'est diversifiée. La coopération au sujet des Balkans occidentaux s'avère fructueuse, les [États-Unis](#) et l'[Union](#) ayant exprimé leur soutien en faveur de l'accord de Prespa, dont la mise en œuvre permettrait à l'ancienne République yougoslave de Macédoine d'adhérer à l'OTAN. En ce qui concerne la sécurité énergétique, les États-Unis ont soulevé à plusieurs reprises, notamment lors du sommet de l'OTAN, la question de la sécurité énergétique de l'Union et [ont insisté](#) sur leur opposition aux gazoducs de construction russe, tels que Nord Stream 2, qui accroissent la dépendance de l'Europe à l'égard de l'énergie provenant de la Russie. D'aucuns [émettent l'hypothèse](#) que cette opposition est motivée par la volonté des États-Unis d'exporter plus de gaz naturel liquéfié en Europe.

### Multilatéralisme

Sous la présidence de Donald Trump, les États-Unis se sont retirés de plusieurs organismes et accords multilatéraux, notamment l'[accord de Paris sur le changement climatique](#), le projet naissant de [partenariat transpacifique](#), le [Conseil des droits de l'homme](#) des Nations unies (en raison du prétendu parti pris contre Israël) et l'[Unesco](#). Cette attitude, combinée au blocage de l'Organe d'appel de l'OMC, pose des questions quant à l'attachement des États-Unis au principe du multilatéralisme (plus largement dans les domaines du commerce, de la sécurité et de la gouvernance mondiale), pierre angulaire de l'action extérieure de l'Union et de la coopération entre les deux partenaires. Les frictions entre Donald Trump et d'autres dirigeants lors des sommets du [G7](#) et du G20 au sujet du commerce et du changement climatique ont renforcé ces [préoccupations](#), bien que le président américain ait en fin de compte approuvé les deux communiqués.

### Position du Parlement européen

Le 28 juin 2018, la commission des affaires étrangères du Parlement (AFET) a adopté un [rapport](#) d'initiative sur l'état des relations entre l'Union et les États-Unis. Le Parlement s'y déclare préoccupé par le changement de cap de la politique américaine, notamment en ce qui concerne les échanges commerciaux et le plan d'action global commun, et plaide en faveur d'un renforcement de la coopération transatlantique dans plusieurs domaines, dont la résolution des conflits, l'énergie, les migrations et les droits de l'homme. Le Parlement suit de près l'évolution des relations commerciales entre l'Union et les États-Unis. Dans une [résolution](#) de 2017, il s'est expressément déclaré préoccupé par la vacance de plusieurs postes au sein de l'Organe d'appel de l'OMC. En outre, dans une résolution du [15 mars 2018](#), il a fait part de ses inquiétudes au sujet de l'enquête menée par les États-Unis sur les olives mûres espagnoles. En juin 2018, lors de la réunion interparlementaire du dialogue transatlantique des législateurs (Sofia), le Parlement européen et la Chambre des représentants des États-Unis ont souligné dans leur [déclaration conjointe](#) l'importance d'un partenariat solide, stratégique et unique entre l'Union européenne et les États-Unis, tout en relevant avec préoccupation les divergences récentes. Dans cette déclaration, l'accent est mis notamment sur l'intention du Congrès et du Parlement européen de collaborer en vue de surmonter les divergences, qui sont plus marquées au niveau exécutif.

Rapport d'initiative: [2017/2271\(INI\)](#); commission compétente au fond: AFET; rapporteur: Elmar Brok (PPE, Allemagne).

